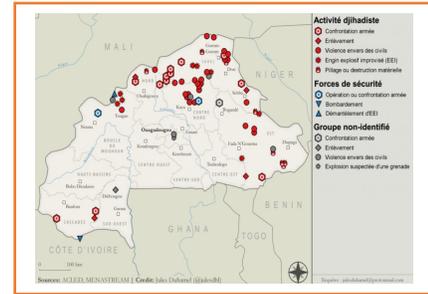




# NEWS<sup>1</sup> SITUATION TRACKING BURKINA FASO BULLETIN DE SUIVI DE SITUATION



**Localité :** Burkina Faso

Source : Burkina24

**Problème :** Crise multidimensionnelle ayant abouti au coup d'état militaire du 30 septembre 2022.

**Période :** Du 28 janvier au 04 octobre 2022

PROFIL DES COMMUNAUTES	PARTIES PRENANTES	DESCRIPTION DE L'INCIDENT
<p><b>Démographie de base et géographie des régions touchées :</b></p> <p>Le Burkina Faso couvre une superficie de 274.200 km<sup>2</sup> avec une population estimée à environ 21 510 181 habitants <sup>2</sup> en 2020.</p>	<p><b>Acteurs directs :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Le Mouvement Patriotique pour la Restauration et la Sauvegarde (MPSR-1)</b>, la junta militaire qui a pris le pouvoir par les armes le 24 janvier 2022 ;</li> <li>- <b>Le Mouvement Patriotique pour la Restauration et la Sauvegarde (MPSR-2)</b>, la junta militaire qui a pris le pouvoir par les armes le 30 septembre 2022 ;</li> <li>- <b>Les Groupes Armés Terroristes</b> qui attaquent les Forces de Défense et de Sécurité, les Volontaires pour la Défense de la Patrie, et persécutent, pillent, tuent les populations civiles ;</li> <li>- <b>Les Forces de Défense et de Sécurité (FDS)</b> qui défendent l'intégrité du territoire national et veillent à la sécurité des biens et des personnes ;</li> <li>- <b>Les Volontaires pour la Défense de la Patrie (VDP)</b> qui appuient les FDS dans les opérations de lutte anti-terroristes ;</li> <li>- <b>Le Gouvernement</b> qui est chargé des prises de décision et de la mise en œuvre des politiques publiques de développement et de sécurité ;</li> <li>- <b>Les Organisations de la Société Civile et les activistes</b> qui assurent l'alerte et la veille sur l'évolution de la situation sécuritaire ;</li> </ul>	<p>Le Burkina Faso traverse une crise sécuritaire, socio-politique et institutionnelle majeure, corolaire à la montée en puissance des groupes armés extrémistes dans le pays en particulier et dans la sous-région en général. En effet, le processus démocratique entamé depuis les élections législatives et présidentielle du 29 novembre 2015 a connu un coup d'arrêt avec le putsch du 24 janvier 2022. Ce changement anti constitutionnel à la tête de l'Etat avait été motivé par la dégradation continue de la situation sécuritaire et l'incapacité du régime démocratique civil de Roch Marc Christian KABORE à y faire face. Cependant huit (8) mois après l'avènement de la junta militaire à la tête de l'appareil étatique, force est de constater que l'hydre terroriste connaît plutôt une expansion inattendue sur l'ensemble du territoire national. La restructuration et la réorganisation stratégique, technique et matérielle des Forces de Défense et de Sécurité (FDS) ne semble pas produire les effets escomptés. Toute situation qui provoque la désolation et l'exaspération des populations civiles et d'une partie des FDS qui allait se matérialiser par un autre coup d'état militaire le 30 septembre 2022.</p> <p>Les événements majeurs qui seront évoqués ci-dessous contribueront à l'analyse des faits récents survenus, qui découlent de l'exacerbation de la crise que vit le Burkina Faso, depuis la manifestation de l'extrémisme violent sur son sol.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Le 28 janvier 2022, le nouveau chef de l'état s'adresse pour la première fois à la nation. Dans son discours, il précise que l'avènement du MPSR a été imposé par le cours des événements du pays, fragilisé par les événements et assailli de toutes parts par des groupes armés radicaux. Il rassure la communauté internationale sur sa disponibilité à respecter les engagements internationaux. Il fixe comme indicateur de mesure de leur action le niveau de restauration de l'intégrité du territoire et la qualité des actions entreprises pour la refondation de la nation.</li> <li>- Le 1<sup>er</sup> avril 2022, face à la persistance des attaques</li> </ul>

<sup>1</sup> NEWS: National Early Warning System (Système National d'Alerte Précoce-SNAP)

<sup>2</sup> <https://www.populationdata.net/pays/burkina-faso/>

- **Les populations civiles** qui subissent les attaques, les menaces et les pillages des groupes armés, contraintes de fuir leurs localités d'origine en quête de lieux sûrs et sécurisés ;
- **Partenaires :**
  - Le G5 Sahel ;
  - L'UEMOA ;
  - La CEDEAO ;
  - L'UNION AFRICAINE ;
  - L'ONU ;
  - LA FRANCE ;
  - La RUSSIE ;
- terroristes et les pertes essuyées par les FDS, l'administration publique et les populations civiles, le Président Paul Henri Sandaogo DAMIBA s'adresse une nouvelle fois à la nation. Dans son discours, il donne rendez-vous aux Burkinabè dans cinq (5) mois<sup>3</sup> pour un premier bilan de la reconquête du territoire.
- Dans la nuit du 11 au 12 juin 2022, des hommes armés attaquent la commune de Seytenga dans la province du Seno et massacrent 79 civils selon le dernier bilan du gouvernement. Cette attaque a également provoqué le déplacement de plus de 3000 personnes à Dori, chef-lieu de la région du Sahel.
- Le 04 septembre 2022, le chef de l'Etat, le lieutenant-colonel Paul Henri DAMIBA dresse le premier bilan de la transition. Il note des avancées par rapport à la situation initiale. Il lance un appel à la mobilisation et promet de rendre compte périodiquement des efforts de reconquête du territoire national. Cependant, son bilan ne satisfait pas tout le monde. On lui reproche de ne pas donner suffisamment d'éléments qui permettent d'apprécier l'état d'avancement des opérations sur le terrain.
- Le 23 septembre 2022, le chef de l'Etat prend part à la 77e Assemblée générale des Nations unies à New York. Il profite de cette mission pour rencontrer des partenaires techniques et financiers et asseoir les bases de la diplomatie et de la politique étrangère de la transition. Cependant, il fait face à une vague de critiques au sein de l'opinion publique nationale notamment sur le nombre jugé trop élevé de personnes qui ont composé la délégation burkinabè<sup>4</sup>. Il est également accusé de s'écarter de la priorité du moment au profit d'intérêts politiques.
- Le 26 septembre 2022, un convoi d'environ 150 camions escorté par le 14e régiment interarmes, chargé de ravitailler la ville de Djibo, chef-lieu de la province du Soum, dans la région du Sahel a été la cible d'une attaque terroriste près de la localité de Gaskindé, à une vingtaine de kilomètres de Djibo. Le bilan provisoire<sup>5</sup> qui avait été établi par le gouvernement est de 11 corps de militaires retrouvés, 28 blessés dont 20 militaires, 01 VDP et 07 civils. Une cinquantaine de civils sont aussi portés disparus. Le communiqué précise que les recherches se poursuivent. Cependant, ce bilan semble offusquer davantage une partie de l'opinion publique qui affirme que le nombre de victimes serait largement au-dessus du bilan officiel.
- Le 29 septembre 2022, des commerçants du marché central de Bobo-Dioulasso manifestent pour réclamer

<sup>3</sup> Adresse du président du Faso à la nation en date du 1<sup>er</sup> avril 2022 en direct de la télévision nationale

<sup>4</sup> Une soixantaine selon certains activistes sur les réseaux sociaux

<sup>5</sup> Un dernier bilan en date du 05 octobre 2022 communiqué par l'Etat Major Général des Armées fait état de 10 civils, 27 militaires, 29 blessés dont 21 militaires, 07 civils et 01 VDP, 03 personnes portées disparues et des dégâts matériels importants.

toute la lumière sur l'attaque de leurs confrères dans le convoi de ravitaillement tombé à Gaskindé et demandent aussi la démission du président DAMIBA. Ils seront dispersés par des milices non identifiées, armés d'armes blanches.

- Le 30 septembre 2022, les citoyens de Ouagadougou ont été réveillés par des tirs d'armes lourdes. Il s'agit d'une rixe opposant différentes factions de l'armée. Toutefois, la situation reste confuse. Dans l'après-midi, le chef de l'Etat communique sur la situation. Il fait cas d'un mouvement d'humeur de certains éléments des Forces armées nationales et invite les populations à la prudence.
- Dans la soirée du 30 septembre 2022, à travers un communiqué lu à la télévision nationale, un groupe de jeunes officiers avec à leur tête le capitaine Ibrahim TRAORE confirme le coup de force contre le pouvoir du Lieutenant-Colonel Paul Henri Sandaogo DAMIBA. Le jeune capitaine prend la tête du MPSR. Toutes les frontières du pays sont fermées, la constitution est suspendue, la charte de la transition est dissoute, le gouvernement est dissout, l'Assemblée Législative de Transition est dissoute, un couvre-feu a été décrété sur toute l'étendue du territoire de 21 H à 5 H du matin. Les activités des OSC et des partis politiques sont suspendues également.
- Le 01 octobre 2022, la situation reste tendue dans la ville de Ouagadougou. Des soldats restés fidèles au Lt-Colonel DAMIBA s'opposent au putsch. Des tirs sont encore entendus. La situation est plus que confuse. Face à cette situation, la nouvelle junte lance un appel à la mobilisation populaire et lève la mesure du couvre-feu.
- Dans la nuit du 01<sup>er</sup> octobre 2022, des manifestants prennent d'assaut les rues pour manifester leur soutien au capitaine TRAORE dans les grandes villes du pays comme Ouagadougou, Bobo-Dioulasso, Kaya, Dédougou, Ouahigouya... Dans la foulée, certains manifestants s'en sont pris au siège de l'ambassade de France à Ouagadougou, aux locaux de l'institut français à Ouagadougou et à Bobo-Dioulasso. Ils accuseraient<sup>6</sup> la France de jouer un rôle flou dans la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso.
- Dans la matinée du 02 octobre 2022, la démission du chef de l'Etat Paul Henri DAMIBA est confirmée. A la faveur d'une médiation portée par les autorités coutumières et religieuses, ce dernier a accepté de rendre sa démission.

---

<sup>6</sup> Vidéos des manifestations et des revendications des manifestants disponibles sur les médias en ligne.

## REPONSES

Les autorités coutumières et religieuses ont joué un rôle central de médiateur entre les protagonistes afin de trouver un dénouement favorable, face à l'imminence de l'affrontement que les 2 factions de l'armée nationale envisageaient (les Cobras contre les Forces spéciales<sup>7</sup>).

D'autres entités sur le plan national, dont certains partis politiques et organisations de la société civile comme le mouvement SENS<sup>8</sup>, le Front Patriotique<sup>9</sup>, le Balai Citoyen<sup>10</sup> face à la dynamique de résistance des soldats restés fidèles au président déchu ont appelé à l'apaisement, à prioriser l'intérêt supérieur de la nation et à éviter les affrontements fratricides.

Le coup d'état du 30 septembre 2022 a été diversement apprécié par l'opinion nationale et internationale. La CEDEAO et l'Union Africaine conformément à leurs principes de démocratie et de bonne gouvernance ont dès le 30 septembre 2022 condamné ce nouveau coup de force jugé inopportun au regard des progrès déjà réalisés et exigé le respect scrupuleux du chronogramme déjà retenu avec les autorités de la transition.

La CEDEAO a dépêché une délégation pour une mission d'information, auprès de la junte expédiant les affaires courantes de l'Etat en ce moment. Mais depuis l'annonce de l'arrivée de la délégation de la CEDEAO, qui était initialement prévue lundi 03 octobre 2022 à Ouagadougou, avant d'être ramenée au mardi 04, des manifestations ont eu lieu à Ouagadougou, la capitale et à Bobo-Dioulasso, la capitale économique, pour « mettre la pression » sur les émissaires de l'organisation sous-régionale, selon des manifestants. Face à cette pression de la rue, le lundi 03 octobre soir, le capitaine Ibrahim Traoré (qui a mené le coup d'état) a appelé, par voie de communiqué, les manifestants à ne pas perturber cette rencontre, assurant que les « intérêts du Burkina Faso seront préservés ». La délégation de la CEDEAO, conduite par le médiateur désigné par l'organisation régionale, son Excellence Mahamadou Issoufou, ancien président du Niger, s'est dit satisfaite<sup>11</sup> des échanges qu'elle a eus avec le nouveau Président du Mouvement patriotique pour la sauvegarde et la restauration (MPSR-2), le Capitaine Ibrahim TRAORÉ, de même que sa rencontre avec des leaders des communautés religieuses et coutumières du pays. Le nouveau leader du MPSR a promis de respecter l'engagement pris par son prédécesseur, d'organiser les élections au plus tard en juillet 2024. Ce dernier assure désormais les affaires courantes de l'Etat, jusqu'à la prestation de serment du nouveau président qui sera désigné à l'issue de réunions qui sont annoncées avec "les forces vives".

---

<sup>7</sup> Deux des unités d'élites de l'armée créées en 2019 pour combattre le terrorisme.

<sup>8</sup> SENS (servir et non se servir) : Mouvement politique créé en août 2020

<sup>9</sup> Mouvement lancé en août 2022 par des organisations de la société civile et des mouvements de partis politiques dans le but de promouvoir une transition « politique légitime et souveraine » au Burkina Faso

<sup>10</sup> Organisation de veille citoyenne créée 2013

<sup>11</sup> « J'ai rappelé l'engagement de la CEDEAO aux côtés du peuple burkinabè afin que le peuple burkinabè réussisse la Transition qui est en cours », a-t-il indiqué. L'ancien Président du Niger a rappelé que le travail va se poursuivre avec le soutien et l'accompagnement de l'organisation sous régionale.

## ANALYSE DES RISQUES

Le putsch du 30 septembre 2022 a bénéficié de l'adhésion et du soutien populaire qui a même été déterminant dans la tournure des événements. L'avènement du MPSR-1 le 24 janvier dernier avait suscité de grands espoirs qui se sont amenuisés progressivement face à l'escalade de l'insécurité. Le premier grand revers subi sous la transition fut sans doute le massacre de la population civile de Seytenga dans la nuit du 11 au 12 juin 2022. Cette situation avait commencé à éroder le capital de confiance que le peuple avait placé aux nouvelles autorités dont l'argument phare de la prise du pouvoir était l'incapacité du gouvernement de Roch Marc Christian KABORE à lutter efficacement contre le terrorisme. L'attaque du convoi de ravitaillement de Djibo qui a occasionné d'énormes pertes humaines et matérielles et la communication du gouvernement qui s'est avérée insatisfaisante aux yeux des populations a fini de rendre le terrain propice à un nouveau coup d'état militaire. Ce dernier putsch s'apparente à une révolution de palais, puisque les nouvelles autorités se réclament du même mouvement que le président déchu ; le MPSR (Mouvement Patriotique pour la Restauration et la Sauvegarde). Il s'agit donc d'une rectification d'un élan, qui selon eux a été trahi par le Lt-Colonel DAMIBA.

Le déroulement des événements nous emmène également à avoir une lecture géopolitique de la situation. Les nouvelles autorités ont également motivé leur action par le besoin de diversifier les partenaires internationaux, avec qui ils penseraient pouvoir lutter efficacement contre le terrorisme. Ils sont soutenus dans cette dynamique par les manifestants qui brandissent des drapeaux russes et appellent les nouvelles autorités à approcher précisément la Russie. A lumière de l'actualité dans la sous-région, on pourrait penser que le coup d'état pourrait comporter des enjeux géopolitiques majeurs pour des grandes puissances comme la France et la Russie, dans la lutte contre le terrorisme au Sahel.

Cependant si la diversification des partenaires est une alternative crédible dans la lutte contre les groupes armés extrémistes, pour les nouvelles autorités du Burkina Faso, il ne faudra pas occulter l'impérieuse nécessité de la réorganisation stratégique, tactique et logistique des FDS, de l'amélioration de la communication et de la collaboration avec les populations civiles afin d'amorcer une meilleure cohésion sociale et espérer des résultats efficaces dans la lutte contre le terrorisme au Burkina Faso.

Aussi le respect des engagements pris auprès de la CEDEAO sera déterminant pour la bonne mise en œuvre de la feuille de route de la transition.

## RECOMMANDATIONS

### ✓ Aux nouvelles autorités :

- Veiller à traiter les urgences comme le ravitaillement des zones isolées afin d'éviter une catastrophe humanitaire ;
- S'engager à œuvrer pour le retour à l'ordre constitutionnel dans un bref délai ;
- S'engager à respecter les engagements internationaux ;
- Travailler à consolider les acquis du régime précédent en termes de diplomatie, de réconciliation, de sécurité et de bonne gouvernance ;
- Opter pour une démarche inclusive et participative en vue de mettre en place un gouvernement de transition qui répond aux besoins urgents du moment ;

- Se démarquer de tout acte de chasse aux sorcières pouvant compromettre le processus de réconciliation nationale ;
- ✓ **Aux forces de défense et de sécurité**
  - Rester professionnelles et républicaines dans l'exercice de leurs fonctions ;
  - Œuvrer à une meilleure cohésion à leur sein et à une meilleure collaboration avec les populations civiles ;
  - Communiquer régulièrement sur les consignes sécuritaires ;
  - Œuvrer à recouvrer l'intégrité du territoire national dans un meilleur délai ;
- ✓ **Aux Organisations de la Société Civile et Activistes**
  - Renforcer l'alerte et la veille citoyenne pour aider à la gestion de la crise sécuritaire ;
  - Accompagner le processus de transition politique dans une démarche citoyenne ;
  - Promouvoir le dialogue et la recherche de solutions pacifiques de sortie de crise ;
  - Privilégier l'intérêt supérieur de la nation ;
- ✓ **Aux acteurs politiques**
  - S'engager dans une synergie d'idées constructives pour une bonne conduite des politiques publiques ;
  - Maintenir le cadre et participer au dialogue politique inclusif ;
  - Travailler avec les nouvelles autorités pour un retour à l'ordre constitutionnel normal dans le bref délai ;
- ✓ **A la communauté sous régionale, régionale et internationale**
  - Accompagner l'état burkinabè dans le processus de réconciliation nationale et pour le retour à l'ordre constitutionnel ;
  - Epargner le Burkina Faso des sanctions économiques et politiques qui pourraient exacerber la crise socio-politique et sécuritaire, qui frappe durement le pays et le Sahel tout entier ;